

CONJONCTURE FRANÇAISE

Faiblesse de l'activité industrielle

Pour la troisième année de suite, la croissance française sera à peine significative en 2014. Tous les moteurs de la demande intérieure sont à l'arrêt et les exportations progressent à une allure moins soutenue que la demande mondiale. Pour l'an prochain, les prévisionnistes anticipent une expansion de l'ordre de 1 %, rythme modeste en regard des performances attendues dans la plupart des autres économies de la zone euro.

Dans ce contexte, la résorption des déséquilibres des comptes publics devient délicate. Selon le projet de loi de finances présenté le 1^{er} octobre, le déficit remonterait à 4,4 % cette année, avant de refluer à la marge en 2015, à 4,3 %. L'objectif des 3 % est repoussé à 2017, époque où la dette sera devenue quasiment égale à la richesse nationale.

L'insuffisance des recettes, liée à l'atonie de l'activité, explique pour partie la persistance d'un besoin de financement élevé. Mais, surtout, les dépenses se maintiennent à proximité de leur pic de 2009, période de mise en œuvre du plan de relance consécutive à la crise financière. A près de 57 % du PIB, le ratio est supérieur de neuf points à la moyenne européenne et n'est dépassé que par celui de la Finlande. Des réformes profondes du fonctionnement de l'ensemble des administrations publiques et du financement de la protection sociale doivent être engagées afin que la France ne demeure pas durablement un cas unique pour le poids de ses dépenses publiques et donc, in fine, de ses prélèvements obligatoires.